

2° lorsque le contribuable perçoit simultanément, du même employeur, un budget mobilité en application de la loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité, sauf le cas visé à l'article 10, § 3, de la même loi."

**Art. 25.** L'article 52 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 30 mars 2018, est complété par un 12°, rédigé comme suit :

"12° le solde du budget mobilité qui est mis à disposition du travailleur, conformément à l'article 8, § 3, de la loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité."

CHAPITRE 5. — *Sanctions*

**Art. 26.** En cas d'infraction aux articles 3, § 1<sup>er</sup>, 3° et 8°, §§ 5 et 6, et 4, §§ 2 et 3, 5, §§ 3 à 5, et 7 à 15, le traitement fiscal et de droit social prévu par les articles 19 à 25 cesse de s'appliquer.

CHAPITRE 6. — *Exécution et entrée en vigueur*

**Art. 27.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2019.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : K54-3381

Compte rendu intégral : 28 février 2019.

2° wanneer de belastingplichtige tegelijkertijd een mobiliteitsbudget van dezelfde werkgever ontvangt met toepassing van de wet van 17 maart 2019 betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget, tenzij in het in artikel 10, § 3, van dezelfde wet bedoelde geval."

**Art. 25.** Artikel 52 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 maart 2018, wordt aangevuld met een bepaling onder 12°, luidende:

"12° het saldo van het mobiliteitsbudget dat overeenkomstig artikel 8, § 3, van de wet van 17 maart 2019 betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget ter beschikking wordt gesteld van de werknemer."

HOOFDSTUK 5. — *Sancties*

**Art. 26.** In geval van inbreuk op de artikelen 3, § 1, 3° en 8°, §§ 5 en 6, en 4, §§ 2 en 3, 5, §§ 3 tot 5, en 7 tot 15 vervalt de sociaalrechtelijke en fiscaalrechtelijke behandeling bepaald bij de artikelen 19 tot en met 25.

HOOFDSTUK 6. — *Uitvoering en inwerkingtreding*

**Art. 27.** Deze wet treedt in werking op 1 maart 2019.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 maart 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken: K54-3381

Integraal verslag: 28 februari 2019

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/11429]

17 MARS 2019. — *Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'allocation de mobilité (1)*

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 30 mars 2018 concernant l'instauration d'une allocation de mobilité*

**Art. 2.** L'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 mars 2018 concernant l'instauration d'une allocation de mobilité, est complété par un 6°, rédigé comme suit :

"6° politique relative aux voitures de société : les règles fixées par l'employeur qui régissent les conditions d'octroi et d'utilisation de la voiture de société."

**Art. 3.** L'article 4 de la même loi, est complété par les paragraphes 4 et 5, rédigés comme suit :

"§ 4. L'employeur ne peut octroyer une allocation de mobilité qu'aux travailleurs qui disposent effectivement d'une voiture de société ou qui sont éligibles à une voiture de société.

§ 5. Sont éligibles à une voiture de société, les travailleurs qui font partie d'une catégorie de fonctions pour laquelle une voiture de société est prévue dans la politique relative aux voitures de société en vigueur chez l'employeur."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2019/11429]

17 MAART 2019. — *Wet tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de mobiliteitsvergoeding (1)*

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 30 maart 2018 betreffende de invoering van een mobiliteitsvergoeding*

**Art. 2.** Artikel 3, eerste lid, van de wet van 30 maart 2018 betreffende de invoering van een mobiliteitsvergoeding, wordt aangevuld met een bepaling onder 6°, luidende :

"6° bedrijfswagenbeleid : de door de werkgever vastgelegde voorschriften die de voorwaarden van toekenning en gebruik van de bedrijfswagen regelen."

**Art. 3.** Artikel 4 van dezelfde wet, wordt aangevuld met de paragrafen 4 en 5, luidende :

"§ 4. De werkgever kan enkel een mobiliteitsvergoeding toekennen aan werknemers die daadwerkelijk over een bedrijfswagen beschikken of die voor een bedrijfswagen in aanmerking komen.

§ 5. Komen in aanmerking voor een bedrijfswagen : werknemers die deel uitmaken van een functiecategorie waarvoor het bij de werkgever geldende bedrijfswagenbeleid in een bedrijfswagen voorziet."

**Art. 4.** Dans l'article 5 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots "restituer sa voiture de société contre" sont abrogés;
- 2° un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 est inséré, rédigé comme suit :  
"§ 1<sup>er</sup>/1. L'employeur communique préalablement au travailleur les modalités de calcul de l'allocation de mobilité et son montant.";
- 3° dans le paragraphe 2, la phrase liminaire est remplacée comme suit :  
"§ 2. Un travailleur qui dispose d'une voiture de société ne peut faire une telle demande que si :";
- 4° le paragraphe 3 est remplacé comme suit :  
"§ 3. Un travailleur qui est éligible à une voiture de société ne peut faire une telle demande que si :  
1° au moment de la demande, il était éligible à une voiture de société auprès de l'employeur actuel depuis au moins 3 mois sans interruption; et  
2° durant les 36 mois précédant la demande, il était éligible à une voiture de société pendant au moins 12 mois auprès de l'employeur actuel.  
La période de 36 mois visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, n'est pas applicable lorsque l'employeur actuel est un employeur visé à l'article 4, § 3.  
L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable à l'occasion de l'engagement du travailleur.  
Les conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'appliquent pas non plus en cas de promotion ou de changement de fonction ayant eu lieu avant le 1<sup>er</sup> mars 2019.";
- 5° le paragraphe 5 est abrogé."

**Art. 5.** Dans l'article 9 de la même loi, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

"§ 3. La disposition du paragraphe 1<sup>er</sup> n'est pas applicable au travailleur qui reçoit actuellement à la fois une allocation de mobilité et une autre indemnité ou un avantage pour des déplacements entre le domicile et le lieu de travail qui donne droit à ladite exonération, et qui précédemment bénéficiait aussi de l'avantage d'une voiture de société ou avait obtenu le droit à une voiture de société et recevait simultanément, durant au moins trois mois précédant la demande d'allocation de mobilité, une indemnité ou un avantage pour des déplacements entre le domicile et le lieu de travail qui donne droit à ladite exonération."

**Art. 6.** L'article 10, § 3, de la même loi, est complété par un 3°, rédigé comme suit :

"3° au cours duquel le travailleur dispose d'un budget mobilité visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2° de la loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité."

**Art. 7.** A l'article 11, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "de la voiture de société restituée" sont remplacés par les mots "de la voiture de société restituée ou de la voiture de société à laquelle on était éligible";
- 2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "étaient, totalement ou partiellement, pris en charge par l'employeur," sont remplacés par les mots "ou de la voiture de société à laquelle le travailleur était éligible, étaient, totalement ou partiellement, à charge de l'employeur,";
- 3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots "visée à l'article 36, § 2, alinéa 10" sont remplacés par les mots "visée à l'article 36, § 2, alinéa 13";
- 4° le paragraphe 2 est abrogé;
- 5° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :  
"§ 3. Sans préjudice de l'application de l'article 12, en cas de changement de fonction ou de promotion, l'allocation de mobilité peut être adaptée à la hausse ou à la baisse lorsqu'en raison de ce changement ou de cette promotion, le travailleur fait partie d'une catégorie de fonctions pour laquelle le système salarial de l'employeur prévoit respectivement une voiture de société supérieure ou inférieure."

**Art. 8.** L'article 14 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 14. Pour l'application de la présente loi, l'allocation de mobilité ne peut pas être octroyée en remplacement ou en conversion, total ou partiel, de rémunérations, primes, avantages en nature ou tout autre avantage ou complément de ceux-ci qui sont ou non pris en considération pour la sécurité sociale."

**Art. 4.** In artikel 5 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1 worden de woorden "om zijn bedrijfswagen in te ruilen" opgeheven;
- 2° een paragraaf 1/1 wordt ingevoegd, luidende :  
"§ 1/1. De werkgever deelt de wijze waarop de mobiliteitsvergoeding wordt berekend en het bedrag ervan op voorhand mee aan de werknemer.";
- 3° in paragraaf 2, wordt de inleidende zin vervangen als volgt :  
"§ 2. Een werknemer die beschikt over een bedrijfswagen, kan een dergelijke aanvraag pas doen indien hij :";
- 4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :  
"§ 3. Een werknemer die in aanmerking komt voor een bedrijfswagen, kan een dergelijke aanvraag pas doen indien hij :  
1° op het moment van de aanvraag minstens 3 maanden ononderbroken in aanmerking kwam voor een bedrijfswagen bij de huidige werkgever; en  
2° in de 36 maanden voorafgaand aan de aanvraag, reeds minstens 12 maanden in aanmerking kwam voor een bedrijfswagen bij de huidige werkgever.  
De periode van 36 maanden bedoeld in het eerste lid, 2°, is niet van toepassing wanneer de huidige werkgever een werkgever is bedoeld in artikel 4, § 3.  
Het eerste lid is niet van toepassing ter gelegenheid van de aanwerving van een werknemer.  
Het eerste lid is evenmin van toepassing in geval van een bevordering of functiewijziging die zich heeft voorgedaan voor 1 maart 2019.";
- 5° paragraaf 5 wordt opgeheven."

**Art. 5.** In artikel 9 van dezelfde wet, wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

"§ 3. De bepaling van paragraaf 1 is niet van toepassing voor de werknemer die én een mobiliteitsvergoeding ontvangt én een andere vergoeding of een voordeel voor verplaatsingen tussen de woonplaats en de plaats van tewerkstelling die recht geeft op de genoemde vrijstelling, maar die voorheen ook het voordeel van een bedrijfswagen genoot of het recht op een bedrijfswagen had verkregen en tegelijkertijd, gedurende minstens drie maanden voorafgaand aan de aanvraag van de mobiliteitsvergoeding, een vergoeding of een voordeel ontving voor verplaatsingen tussen de woonplaats en de plaats van tewerkstelling die recht geeft op de genoemde vrijstelling."

**Art. 6.** Artikel 10, § 3, van dezelfde wet, wordt aangevuld met een bepaling onder 3°, luidende :

"3° waarin de werknemer beschikt over een mobiliteitsbudget bedoeld in artikel 3, § 1, 2° van de wet van 17 maart 2019 betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget."

**Art. 7.** In artikel 11, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "van de ingeleverde bedrijfswagen" vervangen door de woorden "van de ingeleverde bedrijfswagen of van de bedrijfswagen waarvoor men in aanmerking kwam";
- 2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "geheel of gedeeltelijk door de werkgever ten laste werden genomen" vervangen door de woorden "of van de bedrijfswagen waarvoor de werknemer in aanmerking kwam, geheel of ten dele ten laste waren van de werkgever,";
- 3° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "bedoeld in artikel 36, § 2, tiende lid" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 36, § 2, dertiende lid";
- 4° paragraaf 2 wordt opgeheven;
- 5° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :  
"§ 3. Onverminderd de toepassing van artikel 12, kan de mobiliteitsvergoeding bij een functieverandering of een bevordering worden verhoogd of verlaagd wanneer de werknemer door die verandering of die bevordering tot een functiecategorie behoort waarvoor het loonsysteem van de werkgever respectievelijk in een hogere of lagere bedrijfswagen voorziet."

**Art. 8.** Artikel 14 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

"Art. 14. Voor de toepassing van deze wet mag de mobiliteitsvergoeding niet worden toegekend ter gehele of gedeeltelijke vervanging of omzetting van loon, premies, voordelen in natura of enig ander voordeel of aanvulling hierbij die al dan niet in aanmerking worden genomen voor de sociale zekerheid."

L'allocation de mobilité ne peut pas non plus être octroyée lorsque la voiture de société qui donnerait lieu à l'instauration de l'allocation de mobilité était le résultat, total ou partiel, d'un remplacement ou d'une conversion visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'allocation de mobilité peut être octroyée en remplacement ou en conversion de rémunérations ou d'autres avantages si, en vertu du contrat individuel de travail, ces avantages sont accordés au travailleur parce qu'il avait droit à une voiture de société, mais qu'il n'en a pas effectivement disposé, sauf si ces avantages sont à leur tour le résultat, total ou partiel, d'un remplacement ou d'une conversion visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'allocation de mobilité peut également être octroyée en remplacement d'un budget mobilité visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité."

CHAPITRE 3. — *Modifications*  
du code des impôts sur les revenus 1992

**Art. 9.** À l'article 33<sup>ter</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 30 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, un alinéa est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, rédigé comme suit :

que le travailleur payait pour sa voiture de société restituée une intervention personnelle visée à l'article 36, § 2, alinéa 10, l'intervention personnelle, payée pendant le dernier mois avant la restitution de la voiture de société et proratisée sur base annuelle, est portée en diminution de l'avantage annuel imposable de l'allocation de mobilité calculé à l'alinéa 1<sup>er</sup>."

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, inséré par le 1° du présent article, les mots "visée à l'article 36, § 2, alinéa 10" sont remplacés par les mots "visée à l'article 36, § 2, alinéa 13";

3° le paragraphe 5 est abrogé.

**Art. 10.** Dans l'article 38, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du même Code, inséré par la loi du 30 mars 2018, les mots ", du même employeur," sont insérés entre les mots "le contribuable perçoit simultanément" et les mots "une allocation de mobilité".

CHAPITRE 4. — *Modification de la loi du 29 juin 1981*  
établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés

**Art. 11.** Dans l'article 38, § 3<sup>octdecies</sup>, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, inséré par la loi du 30 mars 2018, les mots "pour le mois immédiatement antérieur au mois au cours duquel le véhicule a été remplacé par l'allocation de mobilité" sont remplacés par les mots "mis à disposition du travailleur ou auquel le travailleur peut prétendre selon la politique relative aux voitures de société applicable chez l'employeur, pour le mois immédiatement antérieur au cours duquel l'allocation de mobilité a été octroyée".

CHAPITRE 5. — *Entrée en vigueur*

**Art. 12.** Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 1°, 2°, 4° et 5°, 8, 9, 1° et 3°, 10 et 11, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2019.

Les articles 7, 3°, et 9, 2°, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))  
Documents : K54-3382  
Compte rendu intégral : 21 février 2019.

De mobiliteitsvergoeding mag evenmin worden toegekend wanneer een bedrijfswagen die aanleiding zou geven tot de toekenning van een mobiliteitsvergoeding, geheel of gedeeltelijk het resultaat was van een in het eerste lid bedoelde vervanging of omzetting.

De mobiliteitsvergoeding mag worden toegekend ter vervanging of omzetting van loon of andere voordelen, indien die voordelen blijkens de individuele arbeidsovereenkomst zijn toegekend aan de werknemer omdat hij recht had op een bedrijfswagen, maar er niet effectief over beschikt heeft, tenzij die voordelen op hun beurt geheel of gedeeltelijk het resultaat waren van een in het eerste lid bedoelde vervanging of omzetting.

De mobiliteitsvergoeding mag ook worden toegekend ter vervanging van een mobiliteitsbudget bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, van de wet van 17 maart 2019 betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget."

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van het wetboek*  
van de inkomstenbelastingen 1992

**Art. 9.** In artikel 33<sup>ter</sup> van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 30 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid, een lid ingevoegd, luidende :

"Wanneer de werknemer voor zijn ingeleverde bedrijfswagen een eigen bijdrage bedoeld in artikel 36, § 2, tiende lid, betaalde, wordt de eigen bijdrage, betaald gedurende de laatste maand voor de inlevering van de bedrijfswagen en geprorateerd op jaarbasis, in mindering gebracht van het in het eerste lid berekend jaarlijks belastbare voordeel van de mobiliteitsvergoeding."

2° in paragraaf 2, tweede lid, ingevoegd bij de bepaling onder 1° van dit artikel, worden de woorden "bedoeld in artikel 36, § 2, tiende lid" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 36, § 2, dertiende lid";

3° paragraaf 5 wordt opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 38, § 1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 maart 2018, worden de woorden "van dezelfde werkgever" ingevoegd tussen de woorden "een mobiliteitsvergoeding" en het woord "ontvangt".

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de wet van 29 juni 1981*  
houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers

**Art. 11.** In artikel 38, § 3<sup>octdecies</sup>, tweede lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, ingevoegd bij de wet van 30 maart 2018, worden de woorden "voor de maand onmiddellijk voorafgaand aan de maand waarin het voertuig vervangen werd door de mobiliteitsvergoeding" vervangen door de woorden "dat de werknemer ter beschikking heeft of waarop de werknemer volgens het bedrijfswagenbeleid bij de werkgever aanspraak kan maken, voor de maand onmiddellijk voorafgaand aan de maand waarin de mobiliteitsvergoeding wordt toegekend".

HOOFDSTUK 5. — *Inwerkingtreding*

**Art. 12.** De artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7, 1°, 2°, 4°, 5°, 8, 9, 1° en 3°, 10 en 11, treden in werking op 1 maart 2019.

De artikelen 7, 3°, en 9, 2°, treden in werking op 1 januari 2020 en zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2021 verbonden aan een belastbaar tijdperk dat ten vroegste aanvangt op 1 januari 2020.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 maart 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))  
Stukken : K54-3382  
Integraal verslag : 21 februari 2019.